

DECLARATION A LA PRESSE DE M. VALERY GISCARD D'ESTAING A L'ISSUE DES ENTRETIENS FRANCO-ALLEMANDS, PALAIS DE L'ELYSEE, LE 4 FEVRIER 1977 (DECLARATION COMMUNE)

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` NOUS VENONS DE TENIR, AVEC LE CHANCELIER HELMUT SCHMIDT ET AVEC LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT ALLEMAND, LA 29EME RENCONTRE DE COORDINATION FRANCO - ALLEMANDE PREVUE PAR NOTRE TRAITE DE 1963. TOUS LES SUJETS D'INTERET COMMUN ONT ETE EXAMINES AU-COURS DE CETTE RENCONTRE ET UN CERTAIN NOMBRE DE DECISIONS, D'ORIENTATIONS ONT ETE PRISES PAR LES MINISTRES DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, PAR LES MINISTRES DE L'INTERIEUR ET LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ONT PASSE EN-REVUE LES PRINCIPAUX PROBLEMES D'ACTUALITE. AVEC LE CHANCELIER SCHMIDT, QUE JE RETROUVAIS POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS QU'IL ASSUME A NOUVEAU LA FONCTION DE CHANCELIER DU GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE FEDERALE, NOUS AVONS NATURELLEMENT COMMENTE TOUS LES EVENEMENTS QUI SE SONT PRODUITS RECEMMENT DANS LE MONDE, ET NOUS AVONS PROCEDÉ A L'EXAMEN DES ATTITUDES QUI SERAIENT LES NOTRES DANS LES PROCHAINES RENCONTRES INTERNATIONALES, QU'IL S'AGISSE DES RENCONTRES EUROPEENNES OU DE L'EVENTUALITE DE LA REUNION D'UN PROCHAIN SOMMET DES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISÉS`

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` NOUS NOUS SOMMES ATTACHES PARTICULIEREMENT A DEUX QUESTIONS : - LA PREMIERE D'ENTRE ELLES CONCERNE LA COORDINATION DE NOS POLITIQUES ECONOMIQUES. NOUS SOUHAITONS EN EFFET QUE LA COMMUNAUTE PUISSE REPREDRE, EN 1978, LA MARCHE EN AVANT VERS L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE QUE NOUS CONSIDERONS COMME UN POINT DE PASSAGE OBLIGE SUR LA VOIE DE L'UNION DE L'EUROPE. ET, A CET EGARD, NOUS AVONS NOTE QUE LES POLITIQUES QUI SONT POURSUIVIES DANS UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS, EN ALLEMAGNE FEDERALE, EN FRANCE, TENDENT A CREER, POUR L'ANNEE 1977, DES SITUATIONS DANS LESQUELLES NOS POLITIQUES ECONOMIQUES SERONT DAVANTAGE PARALLELES. NOUS NOUS SOMMES INTERROGES SUR LA POSSIBILITE DE RENFORCER NOTRE COOPERATION EN-MATIERE DE POLITIQUE CONJONCTURELLE, C'EST-A-DIRE DE POLITIQUE ECONOMIQUE A COURT TERME. NOUS AVONS OBSERVE QUE, JUSQU'A PRESENT, IL S'AGIT SURTOUT D'UN ECHANGE D'INFORMATIONS NOUS SOUHAITERIONS ALLER PLUS LOIN EN INTENSIFIANT NOS CONSULTATIONS, ET C'EST AINSI QUE, SELON DES MODALITES QUI VONT MAINTENANT ETRE EXAMINEES PAR LES DEUX GOUVERNEMENTS, NOUS ENVISAGEONS DE PROCEDER A UNE CONSULTATION PERIODIQUE, PAR EXEMPLE TRIMESTRIELLE, ET EGALEMENT DE VOIR SI UN CERTAIN NOMBRE D'OBJECTIFS QUANTITATIFS POURRAIENT ETRE FIXES EN _COMMUN`

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` ENFIN, NOUS REFLECHIRONS AUX PROPOSITIONS QUI POURRAIENT ETRE FAITES LORS DU CONSEIL EUROPEEN DE LA FIN DE L'ANNEE CONSACRE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES POUR RENFORCER L'EFFICACITE DE L'HARMONISATION DES POLITIQUES ECONOMIQUES DES ETATS MEMBRES. - L'AUTRE SUJET EST CELUI DE NOTRE POLITIQUE INDUSTRIELLE

NUCLEAIRE. IL NE S'AGIT PAS, BIEN ENTENDU, DES USAGES MILITAIRES NUCLEAIRES
QUI N'ONT ETE A AUCUN MOMENT ENVISAGES DANS NOS CONVERSATIONS. IL S'AGIT
DES PROBLEMES QUI SE POSENT DU FAIT QUE LA PREOCCUPATION COMMUNE QUE
NOUS AVONS D'EVITER TOUTE PROLIFERATION D'ARMES NUCLEAIRES POSE DES
PROBLEMES AUX PAYS QUI SOUHAITENT, A DES FINS PACIFIQUES ET POUR LEUR
PROPRE DEVELOPPEMENT, UTILISER LA SOURCE D'ENERGIE ELECTRIQUE NUCLEAIRE.
NOUS AVONS PROCEDE A UN ECHANGE_DE_VUES SUR LES PROBLEMES QUI SE POSENT
DE CE FAIT A CES PAYS ET SUR LA CONTRIBUTION QUI POURRAIT ETRE APPORTEE A
LEURS SOLUTIONS £ ET CET ECHANGE DE VUES EST APPELE A SE POURSUIVRE. VOICI,
JE CROIS, MONSIEUR LE CHANCELIER, L'ESSENTIEL DE NOS CONVERSATIONS. JE ME
REJOUIS QUE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE, PILIERS INDISPENSABLES DE LA
CONSTRUCTION EUROPEENNE ET DE L'UNION DE L'EUROPE, AIENT PU AINSI
CONFRONTER SI LARGEMENT LEURS VUES ET CONSTATER LA CONVERGENCE DE LEURS
ATTITUDES SUR LES GRANDS PROBLEMES DU MOMENT. ET C'EST MAINTENANT A VOTRE
TOUR MONSIEUR LE CHANCELIER\